

La déclaration électronique TVA primée par l'Europe

La Commission européenne vient d'octroyer ses labels en e-government. Notre pays reçoit une distinction.

Une initiative de la Belgique en matière d'e-government vient de recevoir l'un des nombreux «labels» décernés les 29 et 30 novembre dernier par la Commission européenne pour promouvoir le développement de l'échange électronique de données des pouvoirs publics. Il concerne la transmission par internet des déclarations TVA. Selon une enquête menée pour la Commission européenne, la Belgique est à la traîne dans le développement de l'e-government sur le Vieux Continent (voir notre édition du 8 décembre). Toutefois, être en retard ne veut pas dire être en reste, comme semble en attester l'encouragement européen.

La TVA sur internet

La déclaration TVA est l'un des services qui commencent à être le plus couramment proposés sur internet. Les gains en termes de rapidité et de convivialité sont évidents. En ce domaine, la Belgique - via le commissaire du gouvernement à la simplification fiscale, Alain Zenner - a développé deux initiatives différentes. La première s'appelle EDIVAT (pour «value added tax», TVA en anglais). Elle est déjà opérationnelle depuis novembre de cette année. Elle propose à un certain nombre de professionnels du conseil fiscal l'envoi groupé par électronique de déclarations TVA de leurs clients. Le système s'adresse aux sociétés fiscales et aux comptables. Bref, ceux qui gèrent parfois plusieurs dizaines ou centaines de documents. Il fonctionne avec

un logiciel spécifique, un protocole d'accès et un environnement sécurisé (la technologie EDI).

La seconde initiative est celle qui a été primée par la Commission européenne. Il s'agit d'INTERVAT. Elle s'adresse à tous les 400.000 assujettis à la TVA, de la société au petit commerçant. Elle leur permet de rentrer leur déclaration TVA personnellement, sans la moindre formalité, ni procédures administratives. Elle fonctionnera à partir du 10 février prochain.

Que devront faire les assujettis qui veulent opter pour ce type de déclaration? D'abord, ils devront acquérir une signature électronique. Celle-ci sera la garantie de sécurité mais aussi de véacité dans le transfert de leurs documents électroniques. Elle ne leur servira d'ailleurs pas uniquement aux seuls rapports avec l'administration mais aussi dans leurs relations commerciales. Le Parlement a adopté cette année une législation sur la question. Le gouvernement, de son côté, a agréé plusieurs sociétés habilitées à fournir ces signatures électroniques.

Inauguration le 10 février

Une fois cela fait, les assujettis pourront connecter leur ordinateur sur le site du ministère des Finances (<http://minfin.fgov.be>). Ils trouveront alors, à partir du 10 février, la possibilité de rentrer leur déclaration TVA. Ils pourront déjà utiliser ce système pour leur déclaration mensuelle de janvier (qui sera aussi la première en euro). Aucune formalité ne leur sera demandée. Au contraire: ils

seront guidés à travers le site grâce à toute une série d'informations. La logique de la déclaration restera la même. En cas d'erreur ou de blanc laissé dans les cases obligatoires, la machine refusera de continuer. Le déclarant aura donc la certitude que sa déclaration électronique est correcte, une fois qu'il l'aura envoyée. L'administration, elle, s'évitera aussi de devoir gérer les déclarations mal rédigées.

Une fois que le contribuable aura rempli toutes les cases, il validera son document à l'aide de sa signature électronique. Il recevra alors en échange de la part de l'administration un accusé de réception. Celui-ci sera un document officiel qui pourra servir de preuve.

Pour les contribuables, l'avantage est la rapidité et la sécurité. Les envois à la dernière minute restent plus que jamais possibles. Pour l'administration, l'acquis principal est la facilité. En effet, à l'heure actuelle, toutes les déclarations écrites doivent être encodées. Quelque 140 personnes s'occupent chaque jour de cette tâche fastidieuse à l'administration des Finances. A terme, cela ne sera plus le cas. Parce que certains déclarants vont choisir la voie internet. Mais aussi parce qu'à partir du mois de septembre 2002, l'ensemble des déclarations «papier» seront scannées.

JEAN-CHRISTOPHE DE
WASSEIGE
Rens.: <http://minfin.fgov.be>,
rubrique «Déclarations
électroniques».